

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

5 novembre 2019

PROPOSITION DE LOI

**visant à interdire toute discrimination liée
à l'allaitement**

(déposée par Mmes Evita Willaert et
Sarah Schlitz et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

5 november 2019

WETSVOORSTEL

**teneinde elke discriminatie in verband met
borstvoeding te verbieden**

(ingediend door de dames Evita Willaert en
Sarah Schlitz c.s.)

RÉSUMÉ

Les femmes qui allaitent leur enfant dans l'espace public sont parfois victimes de discriminations et de comportements indésirables. Cela découragerait de nombreuses femmes à poursuivre l'allaitement, ce qui participe au taux d'allaitement relativement bas en Belgique.

Pour remédier à cette situation, la proposition de loi vise à insérer dans la loi sur l'égalité entre les femmes et les hommes le critère de l'allaitement parmi les motifs justifiant une protection.

SAMENVATTING

Vrouwen die in het openbaar hun kind borstvoeding geven, zijn soms het slachtoffer van discriminatie en ongewenst gedrag. Dit kan ertoe leiden dat zij niet langer geneigd zijn borstvoeding te geven, hetgeen mede de betrekkelijk lage borstvoedingscijfers in België verklaren.

Om die situatie te verhelpen, beoogt dit wetsvoorstel in de wet betreffende de gelijke behandeling van vrouwen en mannen borstvoeding op te nemen als criterium op grond waarvan bescherming gerechtvaardigd is.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurd papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition DOC 54 2678/001.

En Belgique, aucune disposition légale ne prohibe l'allaitement dans un lieu public. Pourtant, trop souvent, les femmes sont embarrassées, voire humiliées, par des regards désapprobateurs, des demandes de se couvrir ou l'exigence d'aller allaiter ailleurs.

En Belgique, le taux d'allaitement après la naissance est en augmentation constante mais ce taux diminue rapidement au bout de quelques semaines de vie. En Communauté française (Fédération Wallonie-Bruxelles), les taux d'allaitement sont de 73,8 % lors de la première semaine de vie et de 46,5 % et 39,6 % à respectivement 8 et 12 semaines de vie¹. En Flandre, 65,4 % des bébés de 6 jours bénéficiaient d'un allaitement exclusif. À 12 semaines, cela concernait 33,8 % des bébés et 12 % à 24 semaines². Le taux d'allaitement diminue donc de façon impressionnante lorsque le congé de maternité prend fin, avec la reprise du travail et de la vie sociale, alors que l'OMS préconise: "L'allaitement est le moyen idéal d'apporter aux nourrissons tous les nutriments dont ils ont besoin pour grandir et se développer en bonne santé. Pratiquement toutes les mères peuvent allaiter, si elles ont des informations précises et le soutien de leur famille comme du système de soins. (...) L'allaitement exclusif au sein est recommandé jusqu'à l'âge de 6 mois"³.

Il est indispensable de respecter le choix d'allaiter ou non. Les mères qui font le choix de ne pas allaiter ou qui n'y sont pas parvenues doivent être respectées et ne peuvent en aucun cas être stigmatisées. Mais celles qui choisissent d'allaiter doivent être encouragées, respectées et accompagnées.

Un bébé de quelques mois doit être nourri très régulièrement à la demande. À moins de renoncer à toute vie sociale, une mère sera amenée à devoir allaiter dans des lieux publics ou pas adaptés; ainsi, la gêne ou l'inconfort que ressentent les femmes dans ce cas en découragent plus d'une. Nourrir son enfant est encore

¹ Fédération Wallonie-Bruxelles, La Fédération Wallonie-Bruxelles en chiffres, 2018, pp.89-90 (chiffres 2015).

² Kind en Gezin, Het kind in Vlaanderen, 2018, pp.146-147 (chiffres 2017).

³ <http://www.who.int/topics/breastfeeding/fr/>.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van voorstel DOC 54 2678//001.

In België geldt geen enkele wetsbepaling die borstvoeding in het openbaar verbiedt. Toch ervaren moeders die borstvoeding geven al te vaak gêne of zelfs vernedering door afkeurende blikken, of doordat hen nadrukkelijk wordt gevraagd zich te bedekken of elders borstvoeding te geven.

In België geven steeds meer moeders vlak na de geboorte borstvoeding, maar naarmate de weken vorderen zakt dat cijfer alweer snel. In de Franse Gemeenschap (Fédération Wallonie-Bruxelles) bedraagt het borstvoedingspercentage 73,8 % tijdens de eerste levensweek van de baby's, 46,5 % tijdens de achtste levensweek en 39,6 % tijdens de twaalfde levensweek¹. In 2018 werd in Vlaanderen 65,4 % van de baby's van zes dagen uitsluitend gevoed via borstvoeding; op twaalf weken ging het om 33,8 % van de baby's en op 24 weken om 12 %². Het borstvoedingspercentage daalt dus drastisch zodra het moederschapverlof afloopt, en werk en sociaal leven weer op gang komen, terwijl de WHO uitdrukkelijk adviseert: "*Breastfeeding is the normal way of providing young infants with the nutrients they need for healthy growth and development. Virtually all mothers can breastfeed, provided they have accurate information, and the support of their family, the health care system and society at large. (...) Exclusive breastfeeding is recommended up to 6 months of age*"³.

Hoe dan ook moet de keuze om al dan niet borstvoeding te geven, worden gerespecteerd. Moeders die niet voor borstvoeding kiezen of bij wie die voeding niet wil lukken, moeten worden gerespecteerd en mogen in geen geval worden gestigmatiseerd. Moeders die er wél voor kiezen, moeten evenwel worden aangemoedigd, gerespecteerd en begeleid.

Een baby van enkele maanden oud moet heel vaak op vraag worden gevoed. Tenzij ze haar sociaal leven volledig wil opofferen, zal een moeder niet anders kunnen dan borstvoeding te geven in openbare of niet-aangepaste ruimten. Moeders raken echter ontmoedigd door het daarmee gepaard gaande gevoel van gêne of ongemak.

¹ Fédération Wallonie-Bruxelles, La Fédération Wallonie-Bruxelles en chiffres, 2018, blz.89-90 (cijfers 2015).

² Kind en Gezin, Het kind in Vlaanderen, 2018, blz. 146 - 147 (cijfers 2017).

³ <http://www.who.int/topics/breastfeeding/en/>.

trop souvent jugé comme une curiosité, inapproprié ou dérangeant.

Peu d'aménagements publics ont été réalisés pour créer des espaces appropriés à l'allaitement. Certains centres commerciaux et cafés ont fait des efforts et aménagent des espaces confortables pour s'adapter aux jeunes mamans mais ces pratiques restent rares. Et il arrive encore que certains répriment les femmes qui allaitent, leur demandant de cesser l'allaitement ou de quitter l'établissement.

Plusieurs initiatives ont été prises pour soutenir l'allaitement. Au niveau fédéral, le Comité fédéral de l'allaitement maternel a été créé en 1999; il a pour mission "d'organiser, susciter, encourager et soutenir les initiatives scientifiques ou autres susceptibles d'améliorer la promotion de l'allaitement maternel, dans le respect du choix libre et éclairé de la mère" (par exemple: réalisation d'affiches ou de brochures, initiative "Hopital ami des bébés",...). Au niveau des entités fédérées, Kind en Gezin et l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) ont fait de la promotion de l'allaitement un programme prioritaire. Il existe également des initiatives privées, telles que les Centres d'expertise "Kraamzorg", les groupes d'entraide, Infor-allaitement, etc. Ils ont développé plusieurs actions, parmi lesquelles la distribution d'autocollants entre autres dans les cafés, restaurants, bibliothèques, musées, qui indiquent explicitement que les femmes allaitant leur bébé sont les bienvenues.

Ces initiatives visant à soutenir les femmes qui allaitent, par des aménagements ou par une signalisation accueillante, sont à encourager, à la fois pour faciliter la vie sociale des jeunes mères et pour banaliser cet acte dans notre société. Ils ne doivent néanmoins pas occulter le fait que c'est bien d'un droit dont dispose chaque femme d'allaiter dans un espace public. C'est la raison pour laquelle la présente proposition de loi vise à instaurer toute discrimination ou comportement indésirable lié à l'allaitement comme une infraction au sens de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes (ci-après: "loi de 2007").

Sur le plan légal, les femmes enceintes et les mères sont protégées par la loi de 2007, qui assimile une distinction directe fondée sur la grossesse et la maternité à une "distinction directe fondée sur le sexe"⁴. La grossesse et la maternité sont donc des critères assurant une protection. Par discrimination de genre, il faut entendre "toute situation où une personne est traitée de

⁴ Article 4, § 1^{er}, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes.

Borstvoeding in het openbaar wordt door anderen al snel als een curiositeit, ongepast of storend beschouwd.

Slechts op weinig plaatsen is de publieke ruimte zo ingericht dat die plek zich tot borstvoeding leent. Sommige winkelcentra en cafés hebben inspanningen gedaan en hebben voor jonge moeders comfortabele ruimtes gecreëerd, maar dergelijke ingrepen blijven zeldzaam. Dan nog gebeurt het dat vrouwen die borstvoeding geven, daar worden op aangesproken en de vraag krijgen met die voeding te stoppen of het gebouw te verlaten.

Meerdere initiatieven zijn genomen om borstvoeding te stimuleren. Op federaal niveau werd in 1999 het Federaal Borstvoedingscomité opgericht, dat als opdracht heeft "het organiseren, op gang brengen, aanmoedigen en ondersteunen van de wetenschappelijke of andersoortige initiatieven die de bevordering van borstvoeding ten goede kunnen komen, met inachtneming van de vrije en weloverwogen keuze van de moeder" (zoals de verspreiding van affiches en brochures, het *Baby Friendly Hospital Initiative* enzovoort). Bij de deelstaten hebben Kind en Gezin en het *Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE)* van de bevordering van borstvoeding een prioritaire programma gemaakt. Daarnaast zijn er privé-initiatieven, zoals de Expertisecentra Kraamzorg, de zelfhulpgroepen, *Infor-allaitement* enzovoort. Zij hebben tal van acties ondernomen, onder meer de terbeschikkingstelling van stickers waarmee o.a. cafés, restaurants, bibliotheken en musea kunnen aangeven dat vrouwen die borstvoeding geven, er expliciet welkom zijn.

Dergelijke initiatieven om vrouwen die borstvoeding geven, te steunen via binnenhuisaanpassingen of verwelkomende pictogrammen moeten worden aangemoedigd, niet alleen om het sociaal leven van de jonge moeders te vergemakkelijken, maar ook om ervoor te zorgen dat borstvoeding in onze samenleving een gewone handeling wordt. Toch mogen die initiatieven niet verhullen dat elke vrouw het recht heeft in een openbare ruimte borstvoeding te geven. Daarom strekt dit wetsvoorstel ertoe elk geval van discriminatie of elk ongewenst gedrag ten aanzien van borstvoeding te kwalificeren als een misdrijf in de zin van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen (hierna de "wet van 2007").

Op wettelijk niveau worden de zwangere vrouwen en de moeders immers beschermd door de wet van 2007, die direct onderscheid op grond van zwangerschap en moederschap gelijkstelt met "direct onderscheid op grond van geslacht"⁴. Zwangerschap en moederschap zijn aldus criteria die bescherming waarborgen. Onder genderdiscriminatie dient de situatie te worden verstaan "waarbij

⁴ Artikel 4, § 1, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen.

façon moins favorable en raison de son sexe ou de son genre. Les traitements défavorables fondés sur la grossesse, la maternité, le changement de sexe, l'identité et l'expression de genre sont également assimilés à de la discrimination de genre. Le traitement défavorable peut se manifester sous différentes formes, être direct ou indirect, et volontaire ou involontaire, mais il a toujours pour résultat qu'une personne est abordée ou traitée plus négativement en raison de son sexe"⁵.

Les pratiques discriminatoires qui persistent malgré cette protection légale ont poussé l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes à plaider pour l'ajout de nouveaux critères à la liste des motifs assurant une protection, dont l'allaitement. Sur cette base, la Commission d'évaluation de la législation fédérale relative à la lutte contre les discriminations, dans son premier rapport d'évaluation, propose d'évaluer la pertinence et l'opportunité d'ajouter les motifs de "paternité", "responsabilités familiales", "allaitement" et "traitement de procréation médicalement assistée" parmi les motifs justifiant une protection⁶.

La présente proposition de loi vise dès lors à insérer dans la loi de 2007 le critère de l'allaitement parmi les motifs assurant une protection. Cela protégerait les femmes qui allaitent contre toute discrimination ou comportement indésirable dans les matières qui relèvent du champ d'application de la loi précitée, qui couvre entre autres l'accès aux biens et services et la fourniture de biens et de services à la disposition du public, les relations de travail, ou encore l'accès, la participation et tout autre exercice d'une activité économique, sociale, culturelle ou politique accessible au public. Cela couvre donc tous les domaines de la vie en société.⁷

Cela fait également écho à la Résolution du Parlement européen sur l'application de la directive mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services. Celle-ci souligne les difficultés des femmes qui allaitent dans les "locaux des fournisseurs de services": "l'inégalité de traitement dont font l'objet les femmes en cas de grossesse ou de maternité, notamment les femmes qui allaitent dans les

ieemand ongunstiger wordt behandeld omwille van haar of zijn geslacht of gender. Zowel een benadeling omwille van zwangerschap of moederschap, als een ongunstige behandeling omwille van geslachtsverandering, genderidentiteit en -expressie, worden hiermee gelijkgesteld. De ongunstige behandeling kan zich in diverse vormen manifesteren, kan direct of indirect zijn, en opzettelijk of onopzettelijk, maar heeft steeds als resultaat dat een persoon omwille van haar of zijn geslacht negatiever wordt benaderd of behandeld"⁵.

De ondanks die wettelijke bescherming aanhoudende discriminerende gewoonten hebben het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen ertoe gebracht te pleiten voor de toevoeging van nieuwe omstandigheden aan de lijst van redenen die bescherming waarborgen, meer bepaald borstvoeding. Op die basis stelt de Evaluatiecommissie federale wetgeving ter bestrijding van discriminatie in haar eerste evaluatieverslag voor "na te gaan of het relevant en wenselijk is het vaderschapskenmerk, het kenmerk inzake gezinsverantwoordelijkheden, het borstvoedingskenmerk en het kenmerk inzake behandelingen voor medisch begeleide voortplanting toe te voegen aan de lijst van de beschermde kenmerken"⁶.

Dit wetsvoorstel strekt er derhalve toe in de wet van 2007 het criterium "borstvoeding" aan de lijst van beschermende kenmerken toe te voegen. Dat zou vrouwen die borstvoeding geven, bescherming bieden bij alle vormen van discriminatie of ongewenst gedrag in aangelegenheden die tot het toepassingsgebied van de voornoemde wet behoren; meer in het bijzonder gaat het om toegang tot en het aanbod van goederen en diensten die publiekelijk beschikbaar zijn, de arbeidsbetrekkingen, of nog de toegang tot en de deelname aan, alsook elke andere uitoefening van een economische, sociale, culturele of politieke activiteit toegankelijk voor het publiek. Het gaat derhalve om alle gebieden van het maatschappelijk leven.⁷

Een en ander sluit ook aan bij de resolutie van het Europees Parlement van 14 maart 2017 over de toepassing van richtlijn 2004/113/EG van de Raad houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen bij de toegang tot en het aanbod van goederen en diensten. Daarin worden de moeilijkheden beklemtoond van vrouwen die borstvoeding geven "in de gebouwen van dienstverleners". Het Europees Parlement "wijst erop dat vrouwen in de gebouwen van

⁵ Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes, *État des lieux des discriminations de genre en Belgique, Chiffres 2016*, p.4.

⁶ Commission d'évaluation de la législation fédérale relative à la lutte contre les discriminations, Premier rapport d'évaluation, février 2017.

⁷ Wuiame, N., "La nouvelle loi sur l'égalité entre hommes et femmes", *JDJ*, n°267, septembre 2007, p. 5.

⁵ Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen, *Genderdiscriminatie in België: een stand van zaken, Cijfers 2016*, blz. 4.

⁶ Evaluatiecommissie federale wetgeving ter bestrijding van discriminatie, Eerste Evaluatieverslag, februari 2017, aanbeveling 123 (beschikbaar op de website van Unia).

⁷ Wuiame, N., *La nouvelle loi sur l'égalité entre hommes et femmes, JDJ*, nr. 267, september 2007, blz. 5.

locaux des fournisseurs de services, subsiste encore dans les États membres; estime que la protection des femmes en cas de grossesse et de maternité, notamment des femmes qui allaitent, telle qu'elle est garantie par la directive, doit être renforcée et pleinement mise en œuvre au niveau des États membres; souligne que les prestataires de service doivent respecter les principes directeurs de la directive et des actes législatifs nationaux qui la transposent⁸.

Le rapport de la Commission européenne au Parlement européen du 5 mai 2015 sur l'application de la directive 2004/113/CE du Conseil mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services indiquait également que "des problèmes pratiques se posent à grande échelle concernant des restrictions par les prestataires de services quant à la possibilité d'allaiter dans leurs locaux. Dans certains États membres, les restaurants interdisent l'allaitement dans leurs locaux."⁹

Plusieurs pays ont déjà inscrit dans leur législation le droit d'allaiter en public. En Angleterre, l'"Equality Act 2010"¹⁰ prévoit que traiter une femme de façon moins favorable parce qu'elle allaite est une discrimination. Cette disposition s'applique à tous ceux qui fournissent des biens et services et à la plupart des organisations qui traitent directement avec le public (organismes publics, associations, etc.).

Au Canada, des "salles d'allaitement" ont été aménagées dans des supermarchés, centres commerciaux, etc., pour offrir aux femmes et à leur bébé un espace adapté, confortable et isolé. De plus, l'Ontario et la Colombie Britannique ont prévu des législations protectrices pour les jeunes mères¹¹. Le Code des droits à la personne de l'Ontario interdit par exemple la discrimination à l'égard des femmes enceintes ou qui allaitent en matière de

dienstverleners in de hele EU nog altijd te maken hebben met ongelijke behandeling wegens moederschap, zwangerschap of het geven van borstvoeding; is van oordeel dat de bescherming van vrouwen op grond van moederschap en zwangerschap, met inbegrip van het geven van borstvoeding, zoals neergelegd in de richtlijn, versterkt moet worden en op het niveau van de lidstaten ten volle gewaarborgd moet worden; wijst erop dat dienstverleners de leidende beginselen van de richtlijn en de nationale wetgeving ter omzetting van de richtlijn moeten naleven;⁸.

In het verslag van 5 mei 2015 van de Europese Commissie aan het Europees Parlement over diezelfde richtlijn 2004/113/EG werd ook het volgende aangegeven: "Praktische problemen met dienstverleners die beperkingen opleggen aan het geven van borstvoeding in hun gebouwen, lijken vrij vaak voor te komen. In sommige lidstaten komt het voor dat restaurants borstvoeding verbieden"⁹.

Verscheidene landen hebben in hun wetgeving al voorzien in het recht om in het openbaar borstvoeding te geven. In Engeland bepaalt de "Equality Act 2010"¹⁰ dat de minder gunstige behandeling van een vrouw die borstvoeding geeft, discriminatie is. Die bepaling geldt voor iedereen die goederen en diensten aanbiedt en voor de meeste organisaties die rechtstreeks met het publiek in contact komen (overheidsinstellingen, verenigingen enzovoort).

In Canada werden "breastfeeding rooms" ingericht in supermarkten, winkelcentra enzovoort, zodat vrouwen met hun baby beschikken over een aangepaste, comfortabele en afgesloten ruimte. De provincies Ontario en British Columbia hebben bovendien beschermende wetgeving voor jonge moeders¹¹ ingesteld; zo verbiedt de *Ontario Human Rights Code* dat zwangere vrouwen of vrouwen die borstvoeding geven worden gediscrimineerd

⁸ Résolution du Parlement européen du 14 mars 2017 sur l'application de la directive 2004/113/CE du Conseil mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services (2016/2012(INI)), point 18.

⁹ <http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-8612-2015-INIT/fr/pdf>, point 3.5, deuxième paragraphe, dudit document.

¹⁰ Chapter 2 Prohibited Conduct, art. 13 Direct Discrimination.
1) A person (A) discriminates against another (B) if, because of a protected characteristic, A treats B less favourably than A treats or would treat others. (...)
6) If the protected characteristic is sex: (a) less favourable treatment of a woman includes less favourable treatment of her because she is breastfeeding.
<http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2010/15/data.pdf>.

¹¹ <http://www.ohrc.on.ca/fr/la-grossesse-et-lallaitement-brochure>.

⁸ Resolutie van het Europees Parlement van 14 maart 2017 over de toepassing van richtlijn 2004/113/EG van de Raad houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen bij de toegang tot en het aanbod van goederen en diensten (2016/2012(INI)), punt 18.

⁹ <http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2015/NL/1-2015-190-NL-F1-1.PDF>.

¹⁰ Chapter 2 Prohibited Conduct, art. 13 Direct Discrimination.
1) A person (A) discriminates against another (B) if, because of a protected characteristic, A treats B less favourably than A treats or would treat others. (...)
6) If the protected characteristic is sex: (a) less favourable treatment of a woman includes less favourable treatment of her because she is breastfeeding.
<http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2010/15/data.pdf>.

¹¹ <http://www.ohrc.on.ca/fr/la-grossesse-et-lallaitement-brochure>.

services, de biens et d'installations. Cela vise les établissements d'enseignement, les hôpitaux et les services de santé, les sociétés d'assurance, les lieux publics comme les centres commerciaux et les parcs, les transports en commun, les magasins et les restaurants. Cela signifie qu'un restaurant ou un cinéma, par exemple, ne peut refuser l'accès à une femme parce qu'elle est enceinte, ou accompagnée de son bébé et que les femmes ont le droit d'allaiter leur enfant sans être dérangées.

Aux États-Unis, le Code civil de Californie¹² prévoit qu'une femme peut allaiter son enfant dans tout espace public.

Enfin, une réponse législative ne suffira pas à faire évoluer les mentalités. Cette proposition de loi doit nécessairement être accompagnée d'un travail de changement des mentalités et des perceptions de ce qu'implique la maternité, tant au niveau fédéral qu'aux autres niveaux de pouvoir. Les réactions choquées et inappropriées n'ont plus leur place face à une mère qui répond simplement et naturellement au besoin de son enfant.

Parallèlement, des campagnes devront s'organiser pour soutenir non seulement les facilités accueillantes pour les femmes allaitant leur enfant mais aussi les pères nourrissant et changeant leur bébé grâce à l'installation, partout (et en dehors des toilettes), d'espaces destinés à changer les enfants et à réchauffer les biberons et les autres plats pour les bébés.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

Cette disposition détermine un nouveau critère assurant une protection, à côté de la grossesse, de l'accouchement et de la maternité, dans la loi tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes: l'allaitement.

¹² California Civil Code, section 43.3, "Notwithstanding any other provision of law, a mother may breastfeed her child in any location, public or private, except the private home or residence of another, where the mother and the child are otherwise authorized to be present."

qua diensten, goederen en voorzieningen (*facilities*), en dat slaat op onderwijsinstellingen, ziekenhuizen en gezondheidsdiensten, verzekeringsmaatschappijen, openbare plaatsen (zoals winkelcentra en parken), het openbaar vervoer, winkels en restaurants. Dat betekent bijvoorbeeld dat een restaurant of een bioscoop een vrouw de toegang niet mag weigeren omdat ze zwanger is of haar baby bij heeft, en dat vrouwen het recht hebben om hun kind borstvoeding te geven zonder te worden gestoord.

In de Verenigde Staten bepaalt de *Civil Code* van Californië¹² dat een vrouw haar kind in elke publieke ruimte borstvoeding mag geven.

Tot slot zal een wetgevend initiatief niet volstaan om de mentaliteit te veranderen. Dit wetsvoorstel moet noodzakelijkerwijze gepaard gaan met werk dat gericht is op de verandering van mentaliteit en perceptie van wat moederschap impliceert, zowel op federaal vlak als op de andere bestuursniveaus. Gechoqueerde en ongepaste reacties kunnen niet langer, als een moeder op natuurlijke wijze op de behoefte van haar kind reageert.

Daarnaast moeten er informatiecampagnes komen ter ondersteuning van voorzieningen die ruimte geven aan vrouwen die hun kind borstvoeding geven. Die campagnes moeten ook steun bieden aan vaders die hun baby de fles geven of verversen, doordat overal (ook buiten toiletten) ruimtes worden uitgebouwd om baby's te verversen en om zuigflessen en andere babyvoeding op te warmen.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Art. 2

Met deze bepaling wordt in de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen een nieuw criterium ingesteld dat bescherming biedt (naast zwangerschap, bevalling en moederschap), namelijk borstvoeding.

¹² California Civil Code, section 43.3, "Notwithstanding any other provision of law, a mother may breastfeed her child in any location, public or private, except the private home or residence of another, where the mother and the child are otherwise authorized to be present."

Art. 3

Cet article prévoit que les mesures de protection de la grossesse, de la maternité, mais aussi de l'allaitement, ne peuvent être considérées comme une discrimination.

Art. 3

Dit artikel bepaalt dat maatregelen ter bescherming van zwangerschap en moederschap maar ook van borstvoeding niet kunnen worden beschouwd als discriminatie.

Evita WILLAERT (Ecolo-Groen)
Sarah SCHLITZ (Ecolo-Groen)
Jessika SOORS (Ecolo-Groen)
Marie-Colline LEROY (Ecolo-Groen)
Barbara CREEMERS (Ecolo-Groen)
Laurence HENNUY (Ecolo-Groen)
Séverine de LAVELEYE (Ecolo-Groen)
Simon MOUTQUIN (Ecolo-Groen)
Kim BUYST (Ecolo-Groen)
Julie CHANSON (Ecolo-Groen)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

À l'article 4 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, modifié par la loi du 22 mai 2014, au § 1^{er}, les mots "l'accouchement et la maternité" sont remplacés par les mots "l'accouchement, la maternité et l'allaitement".

Art. 3

À l'article 17 de la même loi, les mots "de la grossesse et de la maternité" sont remplacés par les mots "de la grossesse, de la maternité et de l'allaitement".

10 octobre 2019

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 4 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen, gewijzigd bij de wet van 22 mei 2014, worden in § 1 de woorden "bevalling of moederschap" vervangen door de woorden "bevalling, moederschap of borstvoeding".

Art. 3

In artikel 17 van dezelfde wet worden de woorden "bescherming van de zwangerschap en het moederschap" vervangen door de woorden "bescherming van de zwangerschap, het moederschap en de borstvoeding".

10 oktober 2019

Evita WILLAERT (Ecolo-Groen)
 Sarah SCHLITZ (Ecolo-Groen)
 Jessika SOORS (Ecolo-Groen)
 Marie-Colline LEROY (Ecolo-Groen)
 Barbara CREEMERS (Ecolo-Groen)
 Laurence HENNUY (Ecolo-Groen)
 Séverine de LAVELEYE (Ecolo-Groen)
 Simon MOUTQUIN (Ecolo-Groen)
 Kim BUYST (Ecolo-Groen)
 Julie CHANSON (Ecolo-Groen)